



République Française

MAIRIE DE FABREGUES

Département de l'Hérault

Délibération du Conseil Municipal n° 2018/032

Séance du 17 juillet 2018

Date de convocation :	11 juillet 2018
Date d'affichage :	11 juillet 2018
Nombre de membres :	
- afférents au Conseil Municipal :	29
- en exercice :	29
- qui ont pris part à la délibération :	26

L'an deux mille dix-huit et le dix-sept juillet à 19 heures 10, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Monsieur Jacques MARTINIER, Maire de Fabrègues.**

Présents : M. Jacques MARTINIER – M. Jean-Marc ALAUZET – M. Christian SOUVEYRAS
Mme Christine PALA – Mme Mylène FOURCADE – Mme Myriam PENA – M. Dominique CRAYSSAC
M. Jean-Olivier JOB – M. Pierre VAN CRAENENBROECK – M. Alain FAUCHARD – Mme Thérèse VIDAL
M. Philippe LIGNY – Mme Zohra PIETRANTONI – Mme Elisa VEIGA – M. Serge JACOB
Mme Marie-Carmen GOMEZ – M. Sébastien FARRAUTO – Mme Solange MARTIN BONNIER
Mme Marielle FENECH-MONFORT – Mme Aurélie MATEO.

Représentés : Mme Edith TRUC – M. Claude JUEN – M. Jean-François CALONNE – Mme Sandra BEGUET
Mme Amandine BATTAGLIA – M. Jean-Pierre LAPORTE.

Absents : M. Dominique WACHTER – M. Laurent PITHON – Mme Colette ORTEGA.

Objet : GESTION DU PERSONNEL : Décision d'adhésion au contrat d'assurance contrat groupe garantissant les risques statutaires

Madame le Maire Adjoint en charge du Personnel rappelle que la Commune a demandé au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault (CDG 34) de procéder pour son compte à un marché public pour la mise en place d'un contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents, en application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et du décret n° 86-552 du 14 mars 1986.

La Commission d'Appel d'Offres du CDG 34 a retenue l'offre économiquement la plus avantageuse. Ainsi, pour la Commune de Fabrègues, la Commission a retenu la proposition de GS / GROUPAMA avec un taux global de 1% soit un montant de cotisation estimé à 14 552 €. A titre de comparaison le taux actuel est de 3,12 %.

Il a par ailleurs été décidé de maintenir le périmètre de garanties et de franchise actuel à savoir l'accident de travail et le décès pour l'ensemble des agents de la collectivité.

En parallèle de ce contrat, la Commune souhaite bénéficier de la proposition de suivi et d'assistance proposée par le CDG 34 afin de faire évoluer ci-nécessaire cette offre commerciale. Cette mission s'étend pendant toute la durée du contrat pour un coût annuel équivalent à 0,12 % de l'assiette de cotisation choisie par la collectivité soit pour Fabrègues 1 700 €.

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 2) de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Madame le Maire Adjoint et après en avoir délibéré à l'unanimité :

Article 1^{er} :

Accepte la proposition suivante :

Assureur : GS GROUPAMA

Durée du contrat : quatre ans (date d'effet au 01/01/2019).

Préavis : contrat résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de six mois.

Risques garantis : décès, accident du travail et maladies professionnelles.

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire à signer les conventions en résultant.

Article 3 :

Autorise Monsieur le Maire à signer la convention de suivi et d'assistance à la gestion des contrats d'assurance garantissant la collectivité contre les risques statutaires avec le CDG 34, annexée à la présente délibération.

Plus n'est délibéré.

Fait les jour, mois et an que dessus indiqués.

Ont signé au registre tous les membres présents à la séance.



Le Maire,

Jacques MARTINIER.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.